



## **Macron et le Medef sur le sentier de la guerre :**

***PAS TOUCHE À NOS RETRAITES !***

***PARTAGE DU TRAVAIL ENTRE TOUS SANS PERTE DE SALAIRE !***

---

***La crise sanitaire n'est pas terminée, le variant delta menace, de nombreux travailleurs ne prendront pas de congés, d'autres recherchent péniblement un emploi après avoir été jetés au chômage pendant cette période. La République en Marche s'est pris une nouvelle gifle électorale, mais le gouvernement tient à faire passer un message : il va falloir travailler plus ! Notamment en reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Se crever au travail deux ans de plus alors que la jeunesse pointe au chômage ? Pas question !***

---

En déplacement dans le Lot début juin, Macron avait tenté d'opposer les retraités gagnant moins de 1 000 euros à ceux qui gagnent plus... Sous-entendu, à ceux-là de faire des sacrifices ! Et de répéter comme un perroquet dans la suite de ses prédécesseurs : « *la France est un des pays où l'on travaille le moins* ».

Lui et ses ministres ont ouvert les vannes des centaines de milliards d'aides au patronat et en particulier aux grands groupes capitalistes : les fortunes de 42 milliardaires français sont passées de 249 à 420 milliards en un an. Les journaux économiques observent avec béatitude les records boursiers du CAC 40. Si Macron et consorts osent demander des sacrifices aux travailleurs, ce n'est pas pour régler une quelconque urgence économique mais parce qu'ils sont les porte-voix de l'offensive accélérée que mènent les groupes capitalistes, les Renault, Sanofi, Auchan ou Air France.

### ***Ces profits ne tombent pas du ciel***

Combien de plans de licenciements, de recrutements gelés obligeant ceux qui ont un emploi à trimer pour deux ? Combien de jours de repos volés ou imposés par des employeurs qui profitent de la situation pour dicter leur loi ? Combien de contrats précaires, à mi-temps au lieu d'embauches en CDI ? Même le télétravail a été une occasion de mettre la pression sur des salariés qui ne comptent plus leurs heures, isolés chez eux.

Dans les services publics, c'est la même pression accrue : à la SNCF, à La Poste, dans les hôpitaux ou chez les territoriaux, on ne compte plus les postes vacants, sur lesquels pourraient être embauchés les jeunes en galère, ou les jours de repos et primes supprimés. Le gouvernement veut faire payer aux travailleurs et aux classes populaires le coût exorbitant des aides déversées au patronat pendant cette crise en saccageant les services publics, l'assurance chômage et nos retraites.

### ***De fins stratégies ?***

Comment nous imposer de travailler jusqu'à 64 ans ou de cotiser plus longtemps ? Le président du Medef et ses ministres hésitent : avant ou après les présidentielles ? Car ils craignent les réactions du monde du travail, comme lors des grèves de 2019 qui ont enterré la retraite à points, la précédente tentative de nous faire les poches.

### ***Déconfiner notre colère et nous organiser***

Ils ont bien raison de nous craindre : au mois de juin, les salariés des hypermarchés Auchan, confrontés à plus de 3 000 suppressions d'emplois et à l'annonce d'une augmentation ridicule se sont mis en grève. Les travailleurs des Aéroports de Paris (ADP) organisent des grèves et manifestations depuis un mois contre une baisse de 20 % de leurs revenus et contre les suppressions d'emplois. Dans bien des secteurs, automobile, fonderies, SNCF, territoriaux, des travailleurs répondent aux attaques. L'étape à franchir sera de se coordonner face à la rapacité patronale et à ses aides de camp du gouvernement.

Macron prépare sa rentrée en recevant ce 6 juillet les dirigeants des centrales syndicales. Ce n'est pas dans les salons que nous imposerons de prendre sur les profits pour l'augmentation des salaires, les embauches massives nécessaires pour partager le travail entre tous et en finir avec le chômage. C'est dans les grèves et dans la rue et le plus tôt sera le mieux. Comme le dit Bruno Le Maire au sujet du vol programmé de nos retraites : « *Ne jamais remettre à demain ce qu'on peut faire aujourd'hui* ».

### **Pas de temps mort pour les attaques**

À Paris 15, la direction commence tout juste à former les futurs préparateurs aux nouveaux casiers ETF. Si la réorg avait été maintenue début juillet, il aurait donc fallu se débrouiller...

### **C'est l'odyssée de l'espace**

Avec ces nouveaux casiers ETF, il faut des manipulations dans tous les sens avec le manque d'espace. Une chose est sûre, ce n'est pas un progrès pour nous, cela n'arrange que La Poste.

### **Chaises musicales**

La direction parisienne a décidé de geler toutes les embauches, y compris celles des apprentis en fin de formation. Pourtant La Poste les a fait trimer pendant un an sans quasiment rien déboursier !

Le comble du cynisme, c'est que la direction propose à certains un CDI... mais dans un groupement associatif appelé Clefjob. Cette gentille « association » d'employeurs (dont La Poste) permet à La Poste de puiser de la main-d'œuvre à son bon vouloir sans déboursier les coûts dus à l'intérim et sans avoir besoin de justifier pourquoi ils n'embauchent pas définitivement. Et ces collègues peuvent se retrouver à tourner sur plusieurs entreprises au gré des vacances de postes.

Pour que la direction arrête de dicter sa loi, c'est collectivement qu'il nous faut exiger l'embauche de tous nos collègues que La Poste met sur la touche.

### **Encore du boulot en plus**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, nous pouvons devenir des percepteurs d'impôt. L'Union européenne instaure une TVA d'un euro sur le commerce en ligne pour les paquets hors Union européenne jusqu'à 22 euros. Et ce serait à nous de la récupérer auprès des destinataires qui ne l'auront pas réglée à la commande... avec une surtaxe ajoutée par La Poste pouvant aller jusqu'à 12 euros.

Encore des tâches qui alourdissent nos tournées déjà surchargées, avec le risque de subir un mécontentement justifié des usagers.

### **L'envers du rêve américain**

Jeff Bezos, patron d'Amazon, est désormais l'homme le plus riche du monde. Sa fortune est estimée à 200 milliards de dollars. Il prend donc le titre à Bill Gates qui l'occupait depuis 1996. À 57 ans, Bezos va prendre une semi retraite, en commençant par s'offrir un petit voyage dans l'espace. Les médias soulignent qu'il est fils d'immigrés cubains et a commencé à faire du business en emballant des colis sur le sol d'un garage.

Partir de rien pour devenir milliardaire, c'est ce qu'on appelle « le rêve américain »... Bien loin de la réalité des 1,3 million d'employés d'Amazon dans le monde, de leurs conditions de travail et de salaires. Certains ont d'ailleurs préféré se mettre en grève dans plusieurs pays du monde.

### **Le Pen, ennemie des travailleurs**

Le congrès du RN le week-end dernier a été l'occasion de réaffirmer la ligne du parti : mettre fin au regroupement familial, au droit du sol, à l'accueil de mineurs isolés et expulser les travailleurs sans-papiers. Pas question de revendiquer une augmentation des salaires, pas même du Smic. Quant aux attaques prévues sur les retraites, pas un mot.

Ce ne sont pas les immigrés qui licencient, suppriment les primes et les congés, allongent la durée du travail alors que des millions pointent au chômage.

Ces divisions racistes sur lesquelles l'extrême-droite prospère sont du pain béni pour tous ceux qui profitent de cette offensive antisociale en cours : les actionnaires, les milliardaires, le grand patronat.

L'unité des travailleurs dans la lutte, de toutes couleurs et nationalités, est le seul antidote à la misère et à la poussée réactionnaire.

### **Aéroports de Paris : la grève décolle**

Les salariés du groupe ADP, gestionnaire de Roissy et Orly, ont frappé fort en cette période de départs en vacances. Mobilisés depuis des mois contre les suppressions d'emplois, ils ont fait grève du 1<sup>er</sup> au 5 juillet contre le plan d'adaptation des contrats de travail, qui prévoit des baisses de salaires jusqu'à 300 euros et le licenciement pour ceux qui refusent. Les grévistes ont défilé dans les terminaux de Roissy pour faire entendre leur colère, bravant les amendes et les provocations policières.

Cette attaque s'ajoute aux 1 150 départs déjà orchestrés par la direction. Dans tout le secteur aérien, les groupes licencient massivement en dépit de la reprise de l'activité. Et les sous-traitants ne sont pas en reste : l'un des plus gros de Roissy, le groupe WFS, a carrément liquidé puis repris... sa propre filiale, pour s'économiser le coût d'un PSE et rayer ses dettes. Mais les réactions sont là : en juin, les salariés de l'équipementier Daher ont fait plier leur direction et même décroché des augmentations par la grève !

